

LES MOTEURS DE LA CROISSANCE ET L'OUVERTURE COMMERCIALE EN COTE D'IVOIRE

Résumé analytique

Dans un environnement post conflit, l'élaboration du Plan National de Développement (PND) 2012-2015 entend donner à la Côte d'Ivoire les fondations d'une émergence économique et sociale. Un problème que pose une telle approche est la recherche des leviers de croissance permettant d'atteindre l'émergence économique.

Les pays émergents sont des pays dont le PIB par habitant est inférieur à celui des pays développés, mais qui connaissent une croissance économique rapide et dont le niveau de vie ainsi que les infrastructures économiques convergent vers ceux des pays développés. L'une des caractéristiques de ces pays est la prise de participation forte sur les marchés extérieurs surtout pour les produits industriels. Ces pays ont gagné des parts de marchés de plus en plus importantes au point de dominer des pans entiers de l'économie mondiale. L'accès aux marchés mondiaux a joué un rôle important dans les progrès réalisés par ces pays. En effet ces derniers ont établi une stratégie visant à importer ce dont dispose le reste du monde et à exporter ce dont ils ont besoin. Les statistiques montrent que la croissance des échanges commerciaux s'est faite de pair avec la croissance économique dans ces pays émergents. De ce fait, l'ouverture extérieure semble avoir contribué à cet essor économique.

Cette étude se situe dans ce contexte. Elle analyse les conditions de l'émergence économique de la Côte d'Ivoire au regard de l'expérience de certains pays comme le Brésil, l'Inde et la Malaisie. La question centrale est de savoir comment la Côte d'Ivoire peut faire de son ouverture commerciale un moteur de sa croissance économique à la lumière des expériences des pays émergents. De façon spécifique, cette étude répond à deux questions dans le cas de la Côte d'Ivoire. D'une part, elle vise à examiner si les moteurs du commerce extérieur des pays émergents sont présents en Côte d'Ivoire. D'autre part, elle identifie des forces et faibles du commerce extérieur ivoirien en vue de faire de ce dernier un levier de croissance pour l'émergence de la Côte d'Ivoire.

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette analyse se décline en trois étapes: une revue documentaire, une analyse descriptive et une analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces). La revue documentaire a permis d'examiner la relation entre l'ouverture extérieure et la croissance économique d'un point de vue théorique et empirique. Les facteurs théoriques sont élucidés dans cette partie à partir d'exemples de pays émergents. La statistique descriptive approfondit l'analyse empirique entre l'ouverture extérieure et la croissance économique et fait le diagnostic de cette relation en Côte d'Ivoire. Enfin, l'analyse SWOT a servi à dégager des recommandations dans l'optique de repositionner l'ouverture extérieure dans la stratégie de croissance en Côte d'Ivoire en vue de l'émergence à l'horizon 2020.

Sur le plan de la théorie économique, l'ouverture extérieure influence la croissance économique par l'élargissement du marché, l'acquisition de nouvelles technologies et l'accélération de la formation du capital. L'ouverture commerciale agrandit le marché des pays qui participent aux échanges et augmente le nombre et la qualité des biens intermédiaires utilisables dans la production. Cet élargissement favorise aussi le transfert des technologies et augmente les bénéfices de l'innovation

technologique. L'ouverture extérieure accroît également les ressources consacrées à l'investissement dans l'amélioration de la productivité des facteurs de production. Ce mécanisme fonctionne via l'innovation technologique avec l'augmentation des flux des investissements directs étrangers. En outre, l'ouverture extérieure entraîne une accélération de la formation de capital, ce qui permet au pays de se trouver sur un sentier de croissance plus élevé.

L'analyse descriptive révèle que le Brésil, l'Inde et la Malaisie ont connu de bonnes performances économiques pendant ces dix dernières années. Ces pays ont entrepris des réformes structurelles pour assurer ces bonnes performances macroéconomiques. La croissance du PIB réel s'est accompagnée d'une forte croissance des échanges commerciaux et d'un afflux important d'investissements directs étrangers. La croissance des échanges a concerné aussi bien les produits agricoles et miniers, les produits manufacturiers. La part de ces pays dans le commerce internationaux ne cesse d'augmenter au cours de ces dernières années avec principalement une hausse de la part des produits manufacturiers et une stagnation voire un déclin graduel des biens primaires. Les partenaires commerciaux sont diversifiés; les échanges avec les pays membres des zones d'intégration se sont aussi intensifiés. Ce qui leur permet de bénéficier d'un large marché pour les exportations. En outre, cette ouverture leur a permis d'accroître leur ravitaillement en biens d'équipement bénéficiant ainsi d'importants transferts de technologie. Pour encourager le commerce international, les procédures douanières ont été simplifiées et des politiques sectorielles ont été mises en œuvre. Au regard de ce qui précède, l'on peut dire que les éléments théoriques identifiés dans la relation entre l'ouverture extérieure et la croissance économique existent au Brésil, en Inde et en Malaisie.

L'analyse diagnostic de l'économie ivoirienne a montré que le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire est en croissance au cours de ces deux dernières décennies. La part du commerce dans le PIB a augmenté en moyenne de 40% au cours de la dernière décennie. Le principal partenaire commercial reste l'Union Européenne essentiellement les pays de la zone Euro, même si sur cette période, les pays Asiatiques ont gagné des parts de marché. Le commerce intra régional est encore faible. Malgré les efforts d'intégration, les échanges de la Côte d'Ivoire avec les pays membres de l'UEMOA et/ou de la CEDEAO sont relativement faible comparés au volume du commerce avec le reste du monde hors mis ces pays. Le contenu de l'offre d'exportation de la Côte d'Ivoire est fortement concentré: les matières premières agricoles brutes, le bois, les minerais, le pétrole et l'énergie. Quant aux importations elles sont concentrées autour de produits alimentaires, de produits pharmaceutiques, des biens d'équipement et des produits pétroliers.

Ce diagnostic a montré que les principaux éléments mis en évidence dans les pays émergents (Brésil, Inde, Malaisie) ne sont pas présents. Plus précisément, les produits manufacturiers constituent l'essentiel de la composition du commerce extérieur des pays émergents contrairement à la Côte d'Ivoire où les produits primaires en constituent une part importante. Le commerce extérieur des pays émergents est en adéquation avec la demande mondiale en termes de contenu et de quantité. Pour preuve, la part de marché de ces pays dans le commerce mondiale est en hausse. L'on peut noter également, la place des réformes structurelles et l'engagement des pouvoirs publics qui ont permis de consolider les avantages comparatifs et d'assurer des gains dynamiques suite à l'ouverture extérieure. De plus, ces pays bénéficient d'un environnement sociopolitique relativement stable propice à l'éclosion de l'initiative privée. Cela a favorisé une augmentation du volume des IDE entrants ces dernières années en direction de ces pays. Les bonnes performances économiques se

sont accompagnées d'une augmentation des IDE en provenance de ces pays. L'ouverture financière résultant de cette ouverture extérieure a été profitable pour ces pays à la différence de la Côte d'Ivoire. En effet, Ces derniers ont pu satisfaire leurs besoins de financement par le marché international. Un autre avantage de l'ouverture extérieure est la disponibilité d'inputs, source d'efficacité et d'externalités. Les pays émergents ont su bénéficier de cette ouverture contrairement à la Côte d'Ivoire. L'on note également une faible intensité des échanges entre la Côte d'Ivoire et les pays membres de la CEDEAO alors les pays émergents commercent beaucoup avec les pays membres des communautés économiques régionales auxquelles ils appartiennent (ASEAN: Malaisie, MERCOSUR: Brésil). Il y a également une faible intensité des échanges à l'intérieur de la zone UEMOA contrairement aux pays émergents analysés. Ces derniers ont intensifié les échanges avec les pays membres des regroupements auxquels ils appartiennent.

L'analyse SWOT (Forces, faiblesses, Menaces et Opportunités) présente, en effet, quelques forces et faiblesses du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire. Dès son accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire a opté pour l'économie de marché et a orienté sa politique commerciale vers l'extérieur. Sa législation, au départ, protectionniste a progressivement évolué pour accélérer son ouverture commerciale. Le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire reste concentré autour des produits agricoles, d'extraction et des biens d'équipements.

Outre les produits pétroliers raffinés, les exportations de la Côte d'Ivoire reposent essentiellement sur les produits agricoles non transformés à la différence des pays émergents. Le secteur manufacturier est relativement faible pour soutenir le commerce extérieur, ceci n'est pas le cas des pays émergents dans lesquels une part importante des exportations portent sur des produits manufacturiers.

Par ailleurs, le secteur agricole n'est pas mécanisé et est en possession, en grande partie, des populations rurales mettant en valeur des superficies relativement petites. Le secteur agricole en Malaisie, par exemple, est devenu un nouveau moteur de croissance en exploitant la biotechnologie. Les subventions agricoles en Chine et le contrôle des prix ont été des facteurs de croissance tout d'abord de la production agricole et ont stimulé l'industrie.

La relation négative entre les échanges extérieurs et le secteur agricole permet de conclure que l'agriculture tend à jouer un rôle négligeable dans le commerce extérieur. En toute logique, une telle relation devrait être observée à mesure que le secteur industriel se soit développé ou le secteur des services. En Côte d'Ivoire, le secteur des services même s'il tend à se développer au cours de ces dernières années avec l'implantation de nombreux établissements financiers, la part du crédit bancaire a varié entre 13% et 18% du PIB entre 2000 et 2012. Le secteur financier est donc modeste malgré les nombreuses réformes entreprises dans les années 1990.

Il ressort de ce diagnostic que les moteurs du commerce extérieur mis en lumière dans les pays émergents ne sont pas présents en Côte d'Ivoire bien qu'il y ait des acquis appréciables.

En définitive, l'étude propose des recommandations dans l'optique non seulement de consolider les acquis de la Côte d'Ivoire mais aussi et surtout de permettre une émergence économique. Il s'agit entre autres de:

- **Opérer une intégration graduelle et séquentielle aux marchés mondiaux.** Il ne suffit pas d'éliminer les obstacles aux échanges et aux investissements pour stimuler la croissance économique. Les barrières tarifaires et non-tarifaires constituant des obstacles au développement du commerce extérieur, leur assouplissement pourrait stimuler les échanges. Toutefois, dans l'optique de protéger l'industrie locale, ce démantèlement devra être progressif en ciblant certains produits prioritaires.
- **Renforcer les compétences industrielles pour évoluer vers les marchés mondiaux.** Les pays ayant réussi ont souvent créé des capacités autonomes à long terme en assimilant et adaptant les technologies étrangères. Si la Côte d'Ivoire voudrait emprunter le même sentier que les pays émergents tels que le Brésil, l'Inde et la Malaisie, elle devra prendre des mesures particulières en vue de renforcer les capacités productives du secteur industriel. Il s'agit notamment d'encourager la recherche et le développement ou importer la technologie nécessaire au développement des entreprises ivoiriennes. En outre, la Côte d'Ivoire devra avoir une politique de diffusion et d'appropriation des résultats de la recherche (en cas d'investissement dans la recherche et le développement).
- **Soutenir le secteur agricole.** L'agriculture ivoirienne est dense et diversifiée. Elle regorge de nombreuses opportunités d'investissement. L'agriculture demeure la base de l'économie nationale. En effet, elle contribue à 22% à la formation du PIB et constitue la source de revenus de 2/3 des ménages. Elle procure environ 75% des recettes d'exportation non pétrolières. En 1993, l'État a entrepris d'importantes réformes agricoles à travers le "Plan Directeur de Développement Agricole 1992-2015". Au terme de ces réformes, l'État s'est désengagé des filières de production, en privatisant la plupart des Sociétés d'État. A l'image du Brésil, l'Etat devrait reprendre en main la destinée du secteur agricole, secteur moteur de l'économie par des politiques ciblées sur les secteurs à fort potentiel à l'exportation. Les filières agricoles à fort potentiel à l'exportation doivent être protégées de la concurrence étrangère en ne libéralisant pas totalement le marché. De plus, les filières à forte valeur ajoutée doivent bénéficier d'actions ciblées pour assurer la compétitivité vis-à-vis du reste du monde.
- **Promouvoir les exportations des produits issus des filières les plus dynamiques.** Les filières les plus dynamiques de l'économie devront faire l'objet d'une attention particulière à travers des politiques sectorielles visant à la promotion des exportations et à plus de compétitivité internationale des produits de ces filières. Les filières concernées sont café et cacao, coton et textiles, oléagineux, anacarde, caoutchouc, bois, ananas et banane, etc. Il faudra dans le même temps non seulement renforcer les initiatives de diversification de l'offre exportable en l'adaptant à la demande mondiale mais aussi et surtout des marchés. Pour cela, il faudra actualiser le profil commercial de la Côte d'Ivoire.
- **Poursuivre la modernisation et la simplification des procédures douanières.** Le Gouvernement, dans le cadre des perspectives du PND, entend moderniser, rationaliser et accélérer les procédures et formalités liées au commerce et améliorer la fluidité du trafic de marchandises grâce, entre autres, à la mise en œuvre rapide de mesures de facilitation des échanges telles que le Projet de création d'une plate-forme virtuelle dénommée Guichet

Unique du Commerce Extérieur (GUCE), la construction de postes de contrôle juxtaposés aux frontières.

- **Mettre en place une stratégie globale de développement du secteur financier** pour adapter les mécanismes de financement des PME/PMI dont les activités sont orientées principalement vers l'exportation et l'importation. Il s'agira aussi dans cette stratégie de repenser le rôle de l'Etat dans le secteur financier. Plus d'engagement de l'Etat dans le secteur financier devrait aboutir à diversifier les produits proposés et à réduire les coûts de l'accès au crédit.
- **Redynamiser les programmes de promotion et de financement du commerce extérieur.** L'Association pour la Promotion des Exportations de Côte d'Ivoire (APEX-CI) est chargée de favoriser la croissance soutenue des exportations ivoiriennes (réduction de la dépendance vis-à-vis des produits traditionnels, accroissement de la part des exportations à forte valeur ajoutée, diversification géographique des exportations, création d'une culture d'exportation). Depuis 2010, elle a élargi son champ d'actions en tant qu'agence de promotion et de développement du Secteur Privé avec un accent particulier sur les PME. Cependant, les efforts de promotion des exportations se heurtent, entre autres entraves, à l'absence d'un parc national d'exposition, et au manque d'institutions de financement spécialisées dans le soutien au privé lors des démarches export, telle qu'une compagnie d'assurance-crédit à l'exportation.

Exploiter davantage les opportunités de débouchés sous régionale, régionale et internationale en vue d'intensifier les échanges commerciaux avec les partenaires commerciaux de l'UEMOA, de la CEDEAO et des autres regroupements régionaux. Au niveau régional et sous régional, cela passe par une accentuation de l'application des mesures du TEC et la poursuite des efforts d'harmonisation de la structure tarifaire de la Côte d'Ivoire avec celle des pays de l'UEMOA et de la CEDEAO d'une part mais aussi avec d'autres pays partenaires potentiels en Afrique. Au niveau international, la Côte d'Ivoire devra mettre en place des politiques visant à élargir son offre d'exportation. L'élargissement de l'offre d'exportation passe par l'identification de marchés attractifs pour des produits à fort potentiel à l'exportation. Il peut s'agir également d'actions visant à assouplir les procédures d'importation et d'exportation par la facilitation des procédures d'obtention des agréments. Le renforcement de cette coopération peut se faire aussi par la mise à niveau des capacités des acteurs des secteurs agro industriels d'exportation.